

Le temps des régions pluriethniques : un exemple identifié au nord-est du Burkina Faso

Anne-Marie PILLET-SCHWARTZ
CNRS-Centre d'Études Africaines, EHESS

Voici venu pour l'Afrique le temps des régions pluriethniques. Cette phrase n'a pas pour but d'évoquer les mouvements migratoires qu'y provoquent les crises écologiques et économiques de cette fin de siècle et, à leur suite, les grands réservoirs d'hommes que sont devenus les territoires les plus attractifs. Il s'agit là d'un phénomène récurrent que l'on aborderait autrement. Du reste les problèmes de coexistence qu'il pose relèvent davantage de l'analyse historique et politique que de l'analyse géographique et tendent à prendre une ampleur telle qu'il est devenu impossible de les contenir dans le cadre d'un débat purement académique. Comme l'a montré en particulier la tragédie du Rwanda, l'inacceptable, à l'échelle où il peut se manifester aujourd'hui, a tôt fait d'achopper sur l'inexplicable et renvoie davantage finalement à l'action qu'à la réflexion. Le sujet abordé ici ne traite donc pas de la région pluriethnique en tant que telle, du rôle d'assimilateur ou de détonateur que peuvent jouer certains territoires. Les grandes sagas de l'histoire africaine, entre autres celles qui ont présidé à la formation des différents groupes ethnoculturels que l'on reconnaît de nos jours, ont déjà donné maints exemples, maintes fois étudiés, de ces creusets de civilisations, et il est clair que même si leur problématique a évolué avec le temps, c'est le plus souvent pour conduire à une impasse ceux qui veulent s'y mesurer.

Voici venu pour l'Afrique le temps des régions pluriethniques. Il s'agit là en fait de mettre l'accent sur *le rôle du pluriethnisme en tant que facteur de construction régionale*, d'attirer l'attention sur le fait que celui-ci n'est pas toujours synonyme de rapports de force et que la région d'immigration elle-même n'a pas toujours vocation d'enjeu. Un exemple identifié au nord-est du Burkina Faso montre que le rassemblement de populations d'origines très diverses sur un même territoire (y compris de populations dont la mémoire collective ne peut occulter totalement un passé chargé de luttes tribales) est effectivement capable d'induire une dynamique de la différence qui non seulement concilie, mais lie étroitement spécificité ethnique et unité régionale. Si la révélation de ce paradoxe fait un peu figure de provocation au regard des conflits qui souvent vont de pair (que ce soit en Afrique ou ailleurs) avec la "libération" d'ethnies consécutive à l'émiettement de pouvoirs jusque-là "hautement centralisés", elle n'en est pas moins le fruit d'une découverte purement fortuite.

Le processus, qui s'est imposé de lui-même au terme de l'exploitation d'enquêtes de terrain bâties sur des hypothèses de travail qui n'avaient pas de rapport direct avec lui au départ, mérite d'être exposé et discuté à plus d'un titre. D'abord parce qu'il est atypique, ensuite parce qu'il bouscule le stéréotype qui fait du choc interethnique la cause de tous les maux (et que ce stéréotype ne manque pas de détracteurs), enfin parce que, cas particulier ou signe avant-coureur d'un nouvel ordre social et spatial, l'altérité partagée catalyseur de régionalité représente peut-être une voie de salut pour l'Afrique, la seule peut-être, dans la mesure où il est de plus en plus évident que ce dernier ne peut venir que de la base.

L'exemple identifié a pour support un territoire dont la personnalité s'affirme avant tout par contraste avec l'homogénéité et l'ancienneté des différentes aires ethnolinguistiques qui l'entourent. Toute l'originalité de celui-ci tient en effet à la disparité et au caractère récent de son peuplement. L'histoire en a fait tout d'abord une "marche" oubliée aux confins des empires sahéliens et des royaumes soudaniens, puis le théâtre d'affrontements sanglants, dans lesquels

les Gourmantché, les Peuls et les Touareg jouèrent les rôles principaux, enfin une terre d'immigration, sur laquelle se sont installés des représentants de la plupart des peuples qui s'y entre-déchirèrent. Cette vocation d'enclave caractéristique de la zone transitoire qui sépare les mondes sahélien et soudanien est-elle à l'origine du processus engagé de nos jours, à savoir non du fait que ce type de populations manifestent un fort sentiment d'identité ethnique (ce qui peut être considéré comme un phénomène normal venant de communautés déracinées et confrontées à d'autres), mais du fait que celui-ci soit subordonné à une relation inédite de l'homme à l'espace et, par voie de conséquence, aux ethnies qui s'y trouvent, puisque ce sont elles essentiellement qui lui confèrent son identité ?

En d'autres termes, l'articulation entre l'espace discontinu que fut à chaque époque ce territoire, que ce soit sous l'effet du sous-peuplement, sous celui des guerres ou sous celui de l'immigration, et l'espace homogène, l'*ensemble* de cultures qu'il est en train de devenir était-elle programmée (inscrite de tout temps dans cet espace, est-on tenté de dire) et peut-elle être observée sur d'autres types de territoire ? Telle est la question à laquelle il faut peut-être tenter de répondre avant de voir si l'on tient là une voie de salut pour l'Afrique, puisqu'après tout ce que l'on appelle un espace interstitiel est toujours une anomalie, l'une de ces *chutes* sans importance que font naître les grands découpages régionaux.

Une chute sans importance

Il est certain qu'à l'origine ce territoire n'a rien qui puisse permettre de l'identifier. Ce n'est pas une région naturelle au sens géographique du terme. Simple portion du vieux socle précambrien couvert d'une interminable plaine sablonneuse, il ne possède guère d'éléments qui viennent rompre sa monotonie et l'isoler du reste de la frange sud-sahélienne. Quelques collines birrimiennes constituées de roches métamorphiques du genre schistes ou quartz aurifères le jalonnent ça et là, ainsi que quelques ergs du quaternaire qui le coupent transversalement dans sa partie nord : ils ne suffisent pas cependant à le doter d'une personnalité d'ensemble. Le réseau hydrographique lui-même y est peu marqué, avec des bas-fonds plus reconnaissables à leur couleur vert-de-gris qu'à leur déclivité et d'insaisissables marigots, à sec les trois-quarts de l'année. Deux cours d'eau moins précaires que les autres (le Gorouol au nord et la Faga au sud) le cloisonnent en saison des pluies, mais il s'agit là d'un phénomène si prégnant sous ces latitudes que, même s'ils servent de repères, ils ne permettent pas davantage, eux non plus, de l'individualiser. C'est donc uniquement à sa situation de vide interethnique que cette portion d'espace doit d'avoir commencé à exister un jour en tant que territoire à part entière.

Son destin prit forme pendant la période dorée que connut l'Ouest africain de la fin du XII^{ème} à la fin du XVI^{ème} siècle. Elle aurait fort bien pu à cette époque tomber dans l'escarcelle des empires mandingue ou songhaï qui, au fait de leur puissance, contrôlaient les régions qui la jouxtaient au nord et à l'est, tout comme elle aurait pu apporter sa pierre à l'édification des royaumes gourmantché et mossi qui commençaient à s'organiser au sud et à l'ouest, mais elle s'avéra dans tous les cas trop excentrée et se vit donc cantonnée à ce rôle de "marche" dont l'absence de peuplement entretenait le caractère répulsif. Ce n'est qu'avec les problèmes que connut le continent aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, période chaotique marquée par la disparition définitive des empires sahéliens, le développement de la *traite*, la déstabilisation des hommes, les guerres, les famines, etc., qu'elle commença à être infiltrée par les populations déracinées de la boucle du Niger et à sortir du cercle vicieux dans lequel elle était enfermée. Elle resta cependant tout au long de ces deux siècles peuplée de façon très sporadique, espace morcelé qu'aucun pouvoir ne prit véritablement en main.

Ce furent d'abord les Kurumba qui dominèrent le paysage humain. Ils ont gardé l'aura de premiers occupants des lieux, comme c'est le cas dans bon nombre de régions voisines, où ils sont connus souvent sous d'autres noms, notamment dans la zone qui s'étend de l'Aribinda au

pays dogon, via le Djelgodji et le Yatenga (Chantoux 1964 : 9 ; Madiéga 1982 : 115 ; Izard 1985 : 9 ; Kiéthéga 1993 : 17). Puis vint le tour des Gourmantché, auxquels, pour des raisons obscures, les Kurumba firent appel. Ceux-ci confièrent au début du XVIII^{ème} siècle le destin de ce territoire en gestation à un représentant de la dynastie gourmantché la plus septentrionale, celle des Jagbira, à laquelle ils étaient liés par une alliance matrimoniale. Malgré l'esprit conquérant du premier *bedo*, qui en repoussa les limites jusqu'aux rives du Niger, qui annexa, à la mort de son frère, le *diema* d'où il était issu (lequel se trouvait immédiatement au sud) et qui créa sa propre capitale, Koala, celui-ci resta un royaume fragile, dont la lignée au pouvoir ne réussit à se maintenir qu'au prix d'exactions, qui touchaient jusqu'aux membres de la famille royale. La politique des *bedo* vis-à-vis des autres peuples porta elle-même un sérieux coup d'arrêt à l'humanisation de ces terres sauvages. Malgré le rôle qu'ils avaient joué, les Kurumba furent pour la plupart refoulés vers l'ouest, en particulier vers l'Aribinda que dominaient spirituellement d'autres Kurumba, et les Peuls, qui avaient également été parmi les premiers à fouler le sol de ce territoire vierge au début du XVII^{ème} siècle, s'en virent interdire l'accès sous peine de représailles (Madiéga 1982 : 115-124).

Ce sont pourtant ces derniers qui mirent fin à l'engourdissement qu'entretenaient à tour de rôle les *bedo* soucieux, non de maîtriser l'espace, mais de défendre leurs prérogatives. Le big bang que déclenchèrent les Peuls-Feroobe au début du XI^{ème} siècle, en transformant leur révolte inéluctable contre l'oppression gourmantché en un jihad béni de Sokoto par Usman dan Fodyo, ouvrit largement ce territoire encore partiellement inexploré. Il en fit même pour tout dire un foyer en perpétuelle ébullition. À la différence du royaume de Koala, l'émirat du Liptako, qui vit le jour en 1809-1810, vécut en effet en conflit permanent avec les grandes entités ethnolinguistiques qui le cernaient. Deux facteurs jouèrent un rôle essentiel dans cette dynamique : d'une part, l'importance de l'esclavage dans un système socio-économique exclusivement destiné à enrichir l'aristocratie feroobe, au dépens non seulement des *haabe* (les noirs, les paysans, les païens, etc.), mais aussi des autres Peuls ; de l'autre, les collisions de ce système avec celui, encore plus ravageur, dans la mesure où il n'accordait aucune place aux échanges commerciaux, des Touareg. Théâtre d'opérations multiples, l'espace-refuge que les Gourmantché avaient tenté de soustraire à l'influence des Kurumba et des Peuls ne connut pratiquement aucun répit pendant tout le XIX^{ème} siècle. La tension ne se relâcha qu'après que les tribus touarègues du Gourma et leurs alliés eurent été écrasés par les troupes coloniales en 1916.

Les Feroobe n'ont malgré tout pas joué le rôle qu'ils auraient pu jouer dans l'histoire de ce territoire, même si celui-ci fut pendant toute la durée de leur règne le vassal de la puissante confédération de Sokoto. Leur politique offensive apparaît davantage comme la stratégie de survie d'un modeste émirat peul, coupé de son suzerain, isolé au cœur d'aires ethnolinguistiques dont l'étendue le dépassaient totalement et dont l'histoire avait une profondeur que n'avait pas la sienne, que comme une manifestation de l'hégémonisme peul des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles. S'ils portèrent la guerre, par exemple, chez les Songhaï de Téra, chez les Kurumba d'Aribinda, chez les Mossi de Kaya ou encore chez leurs anciens rivaux de Koala qui s'étaient repliés au sud dans le royaume d'où ils étaient venus au début du XVIII^{ème} siècle, c'est bien davantage pour satisfaire leur besoin d'esclaves et de richesses que pour y propager l'Islam. Ils devaient tenir compte cependant de la concurrence sur le terrain des Touareg, qu'il s'agisse des Oudalan, des Tenguereguedech, des Logomaten ou, plus tard, des Ioulliminden, et du fait que les grands réservoirs d'hommes que représentaient les différentes aires ethnolinguistiques auxquelles ils avaient affaire pouvaient fournir eux-mêmes suffisamment de guerriers pour que leurs leaders s'engouffrent également dans cette spirale de violence afin d'en tirer profit. L'espace dont les *amiiru* abandonnèrent la gestion au colonisateur français par deux traités successifs, en 1891 et 1895, manquait donc singulièrement d'unité et de cohérence, dans la mesure où il avait toujours été, tant pour les Feroobe que pour les autres, un moyen et non une fin en soi.

Un territoire multipolarisé

L'émirat du Liptako avait pourtant sa capitale, Dori, carrefour caravanier où Songhaï, Haoussa, Yarsé et autres peuples marchands n'hésitaient pas à venir commercer ou même à s'installer malgré l'insécurité et malgré l'*usuru*, la dîme que l'aristocratie feroobe prélevait encore sur les marchandises durant les premières années du XX^{ème} siècle. Il aurait pu constituer l'un de ces espaces économiques soigneusement hiérarchisés du centre vers la périphérie, du fait notamment qu'il n'était guère étendu, ne couvrant, à la différence du royaume de Koala, que les quelque 7 000 km² de l'enclave initiale. De plus les Feroobe avaient pris soin de faire place nette : ils avaient "nettoyé" le territoire de tous les Gourmantché au moment du jihad et avaient même tenté, à l'instar de ces derniers, d'en chasser les Kurumba et autres importuns. Agriculteurs et éleveurs n'eurent jamais le loisir cependant de s'y organiser, tant étaient fréquents les accrochages et autres faits d'armes. De surcroît la plupart d'entre eux étaient des *rimaïbe*, des esclaves, qui se trouvaient dans des conditions d'autant plus difficiles pour maîtriser la situation qu'ils étaient nombreux et, à cause de cela, du fait également de leur statut et des circonstances, peu mobiles. Si l'on considère l'ensemble du Soudan occidental, c'est effectivement au Liptako que se trouvait l'effectif le plus important au début de l'ère coloniale : 50 000 pour autant d'hommes libres (Diallo 1979 : 174 ; Lovejoy 1983 : 186). Il est clair que ce petit territoire étaient loin d'avoir atteint sa maturité lorsque s'y installa en 1897 le premier Résident de France chargé du cercle de Dori, une région administrative dont les limites transgressaient largement les siennes, intégrant au nord les Touareg, au sud les Gourmantché...

Carte

Issus des différentes aires ethnolinguistiques environnantes, les *rimaïbé* jouèrent un rôle déterminant dans l'histoire du peuplement de ce territoire. Devenus une ethnie à part entière au moment de leur affranchissement (lequel fut précipité à partir de 1901 par l'obligation de payer l'impôt de capitation en espèces monétaires), ils contribuèrent pour une large part, en décidant de rester sur place, à en faire un vrai pôle d'attraction : leurs origines, leur connaissance du terrain, la capacité d'adaptation qu'ils avaient été forcés d'acquérir..., ces facteurs sécurisants n'ont pu que modifier en effet la perception jusque-là négative qu'avaient de celui-ci les populations extérieures. Leur émergence fut plus qu'un symbole, elle a véritablement servi de catalyseur pour faire d'une zone répulsive, délaissée, puis déchirée, un réceptacle de pionniers décidés à y vivre. Ces migrations ne purent commencer cependant qu'avec la mutation d'une autre catégorie d'esclaves, celle des *iklan* des Touareg. Guerriers mythiques, ceux-ci avaient semé une telle terreur dans le Liptako que c'est seulement après la reddition de leurs maîtres en 1916 que la plupart des populations intéressées osèrent envisager de venir s'y installer. Ils furent pourtant nombreux à y rester après leur libération, mais leur séparation d'avec les Touareg et leur diffusion dans l'espace, qui fut importante du fait de leurs habitudes de nomades entraînés à vivre en petits groupes, ne pouvaient être qu'un gage de leur innocuité. Reconnus également comme une ethnie à part entière, désignés par le terme songhaï de *bella*, ils ont incontestablement donné, en se stabilisant et en se "rangeant", comme l'avaient fait les Rimaïbe, le coup d'envoi à une nouvelle dynamique de l'espace.

Si c'est son nouveau profil d'espace pacifié et densifié par les Rimaïbe et les Bella qui rendit ce territoire attractif, c'est la conjoncture dans laquelle se fit cette métamorphose qui incita les populations environnantes à y migrer. L'administration coloniale ne fit pas que mettre un terme à la confusion qui y régnait. L'impôt, le travail forcé et les multiples servitudes qu'elle imposa déstabilisèrent bon nombre de villages, notamment ceux dans lesquels les guerres esclavagistes avaient confiné les habitants, rendant la pression démographique et foncière intolérable. Pour tous ceux qui souhaitaient fuir des conditions politiques, sociales ou naturelles trop contraignantes, cette zone-tampon privée d'*histoire* pendant des siècles et que les dirigeants du Liptako n'avaient pas réussi à structurer de façon durable représentait la zone de décompression

idéale : celle où l'on pouvait espérer liberté et sécurité, dans la mesure où aucun peuple, aucun pouvoir n'avait réussi à se l'aliéner. Cela n'empêcha pas les Kurumba, les Songhaï, les Gourmantché et les Mossi de s'installer à bonne distance de Dori, laissant par une sorte d'accord tacite la zone centrale aux Peuls, puisque c'étaient eux après tout qui, par deux traités successifs, avaient livré ce territoire à la France, dont ils restèrent les principaux partenaires pendant toute la période coloniale, l'émirat n'ayant officiellement cessé d'exister qu'en 1963.

Placé dans le cadre du découpage administratif qui prévaut actuellement au Burkina Faso, le territoire en question correspond approximativement à la moitié nord de la province du Seno, qui, pour une superficie d'environ 13 500 km², compte aujourd'hui quelque 280 000 habitants, répartis dans sept départements. Il englobe à lui seul les deux tiers de cette population et six des sept départements. De façon très schématique, les Kurumba et les Mossi occupent de préférence les départements de Gorgadji et Bani, à l'ouest, les Songhaï et les Gourmantché ceux de Falagountou, Seytenga et Sampelga, à l'est, et les Peuls et les Rimaïbé celui de Dori, au centre, ce qui ne les empêche pas d'être bien représentés dans les autres également. Les Bella, quant à eux, ont essaimé un peu partout, avec une propension néanmoins, quand ils ne satellisent pas un village, pour les lieux les plus retirés, notamment dans la zone frontalière du Niger. Dans l'ensemble les migrations se firent sous forme de mouvements ponctuels très étalés dans le temps, plutôt que sous forme de glissements en tache d'huile comme pourrait le donner à penser le fait que les immigrés se trouvent tous là "à l'extrême pointe de leur aire". Des mouvements très proches en somme de ceux qui présidèrent à la mise en place des premiers groupes humains aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles et qui se poursuivirent bien au-delà de la période coloniale, comme en témoigne la fondation en 1974 de Kargono, le village gourmantché le plus septentrional.

Jusqu'aux grandes sécheresses de cette fin de siècle, celle de 1972 et celle de 1984, ces migrations étaient de caractère purement rural : on ne venait pas là pour orpailler, proposer sa force de travail ou mendier comme on le fait depuis, mais pour s'y tailler un fief sur lequel cultiver, entouré des siens. Le fait que l'on soit là à la charnière des milieux sahélien et soudanien, à la rencontre de deux civilisations agraires, symbolisées l'une par le mil et l'iler, l'autre par le sorgho et la daba, ce fait ne pouvait que favoriser bien sûr la convergence de paysans de tous bords, qu'ils appartiennent à la première, comme c'est le cas des Kurumba ou des Songhaï, ou à la seconde, comme c'est le cas des Gourmantché ou des Mossi.

Les pionniers (souvent des petits groupes de quelques hommes seulement) prirent soin en général de choisir un site qui leur permît de pratiquer les mêmes systèmes de production que dans leur milieu d'origine. L'exemple le plus significatif est celui de ces Gourmantché de Koala qui prirent en 1925 la route du nord, non pour retrouver les traces du royaume de leurs ancêtres, mais pour y cultiver le sorgho sans être dérangés par les agents de l'administration coloniale. Ils y trouvèrent effectivement une zone riche en bas-fonds, porteuse de terres suffisamment lourdes et d'un couvert végétal suffisamment épais pour satisfaire ces deux objectifs, et y créèrent Bandiédaga-Gourmantché, leur centre le plus important dans la région.

Le cas de ce village est révélateur également de l'évolution des rapports Peuls-Gourmantché. Ses habitants réussirent en effet à échapper au travail forcé pendant les dix-huit premières années au moins de leur installation, ce qui eut été impossible sans la protection des *amiiru*, partenaires privilégiés des Français. Le retournement total de ces rapports et, de façon générale, l'harmonie qui caractérisa dès le début la coexistence des différentes communautés ethniques qui vinrent partager l'espace hier interdit du Liptako, peut être interprété en un premier temps comme le simple désir de vivre en paix. D'emblée chacun a admis qu'il se trouvait là sur un territoire libre, un territoire que ni les Peuls ni les Touareg n'avaient réussi à dominer malgré leur suprématie militaire, les premiers ayant été obligés d'abandonner le pouvoir aux Français, les seconds de quitter les lieux, d'emblée chacun a admis qu'il vivait désormais sur un territoire

multipolarisé, dans lequel, des maîtres aux esclaves, les problèmes avaient été équitablement redistribués entre tous.

Une région pluriethnique

Si les Peuls, en jouant le jeu du colonisateur, étaient les garants d'une relative tranquillité, s'il ne cherchaient pas, conscients de n'en avoir plus les moyens, à s'imposer d'une manière ou d'une autre, il ne faut pas oublier qu'ils comptaient parmi eux des *duroobe*, de purs pasteurs, ici en l'occurrence des Gaobe. Vulnérables et de surcroît minoritaires, ceux-ci furent les seuls en fait à s'estimer lésés par l'évolution de la situation. Ils réagirent parfois violemment, notamment face à l'administration française, qui voulait réduire le nomadisme, face à l'immigration aussi, dont les acteurs prirent souvent leurs pâturages pour des terres de culture. Ils eurent notamment de nombreux conflits avec les paysans soudanais, conflits qui tournaient fréquemment à leur désavantage, surtout pendant la période coloniale, comme en témoigne, par exemple, celui que provoqua la création, entre 1925 et 1928, du village mossi de Léré et qui se solda par l'emprisonnement, l'exécution ou la disparition des Gaobe concernés. Le problème rebondit encore de nos jours, comme en témoigne à son tour l'exemple du village gourmantché de Kargono, dont la création tardive suscitait encore des réactions lors de la dernière décennie, la préfecture de Dori donnant raison tantôt aux uns, tantôt aux autres, apparemment embarrassée par cette perdurance du pastoralisme à l'état pur. Ce type de problème est néanmoins appelé à s'estomper, dans la mesure où tout le monde est intéressé par l'agro-pastoralisme aujourd'hui et où les Gaobe eux-mêmes non seulement sont plus ou moins reconnus comme bergers professionnels, mais "font" presque tous leur petit champ de mil en saison des pluies. L'étiollement des migrations rurales par ailleurs, sensible depuis la grande sécheresse de la décennie 1970, au cours de laquelle la moyenne annuelle des précipitations a baissé dans la région en gros de 600 à 400 mm, ne peut que favoriser cette tendance à l'apaisement.

L'adoption de l'élevage par tous ceux qui en ont les moyens n'empêche pas, c'est là l'important, chaque communauté ethnique de reproduire le plus fidèlement possible les structures agraires et le système de production agricole en vigueur dans son milieu d'origine. Cela transparait jusque dans l'habitat, chacune continue à faire appel à ses propres référentiels, en dépit d'une coexistence vieille dans pratiquement tous les cas d'un demi-siècle à un siècle (voire davantage en ce qui concerne les Peuls et les Rimaïbe), en dépit également d'une rupture de fait, sinon de principe, avec la terre ancestrale, dont aucune d'entre elles ne se sent plus solidaire que de celle mise en valeur par la communauté voisine. Il est clair que si chacune s'enferme ainsi dans le cocon de son système de production agricole traditionnel, ce n'est pas par peur de voir resurgir les épouvantails du passé. Le processus migratoire ne permet pas ici de mettre ce repli sur soi, ce cloisonnement, sur le compte de "siècles de luttes sanglantes", comme le fait J. Gallais à propos de l'étanchéité qui existe entre les techniques des éleveurs peuls, maures et touareg du Mali (1962 : 109). Il faut y voir simplement en fait la volonté d'affirmer son identité ethnique face, non à l'autre, mais à un milieu naturel qui menace l'homme à tout instant dans son intégrité physique et dont on ne peut plus compenser la dureté par l'esclavage et la razzia comme autrefois. Obligée de souscrire honnêtement à une philosophie de l'*être*, contrainte à la survie, chaque communauté ethnique s'accroche à la seule richesse à laquelle elle puisse encore avoir accès, son patrimoine culturel. L'application d'un certain nombre de normes sociales et spatiales, de savoirs théoriques et pratiques, est donc destinée à sauvegarder l'héritage moral de chaque groupe, au même titre que la transmission de la tradition orale, tout en lui garantissant bien sûr une liberté d'esprit fondée sur le maintien de ses principaux marqueurs techniques et, à partir de là, de ses habitudes.

Il faut par conséquent se garder d'assimiler le verrouillage du système de production agricole traditionnel à une forme d'immobilisme. Chacun sait de toutes les façons que le plus sophistiqué, le plus diversifié, comme peut l'être, par exemple, celui des Mossi de Léré, n'est

pas plus performant que les autres. Il faut plutôt y voir une dynamique propre à assurer à celui qui l'assume une qualité de survie face, non seulement au rouleau compresseur de la sécheresse, mais aussi à celui de l'Islam, passeport obligé de nos jours pour vivre sur ce territoire et peut-être, quoique cela reste à démontrer, à celui de la révolution burkinabè entamée en 1983, à l'époque précisément de la deuxième grande sécheresse de cette fin de siècle. La bonne santé de l'ethnicité n'empêche pas ici la reconnaissance de l'altérité, mais le concept de *l'altérité partagée catalyseur de régionalité* constitue un paradoxe, sur lequel J. Gallais avait déjà attiré l'attention à propos du delta intérieur du Niger :

"Les hommes (y) sont d'une diversité étonnante et rare en Afrique soudano-sahélienne, où les aires ethniques fournissent le plus souvent la base la plus appropriée à une division de l'espace". (1984, 25)

Le delta intérieur du Niger est toutefois une région naturelle privilégiée, qui fit très tôt l'objet de migrations de type *pull*, alors qu'ici on a affaire à des migrations de type *push*, antérieures, malgré leur caractère tardif, à la mutation territoire-région.

En fait le rapport de cause à effet qui existe entre ce pluriethnisme actif et l'émergence de cette région s'explique par la précarité d'ensemble du territoire qui leur sert de substrat. C'est la précarité des conditions bioclimatiques, ethno-historiques et socio-économiques qui ont poussé les populations à s'accepter dans leur différence, à affirmer leur solidarité au sein de leur communauté ethnique et qui les oblige maintenant à se définir un cadre dans lequel elles puissent préserver cette solidarité et du même coup leur survie et leur qualité de survie. Un cadre qui s'impose de lui-même bien sûr et à l'ensemble duquel leur stratégie de survie les oblige à étendre leur réseau d'alliance. Ainsi y a-t-il dans leur destin une série d'enchaînements inévitables. Pour pouvoir affirmer avec force, comme elles en ont besoin, leur personnalité collective, ces différentes *représentations* ethniques, qui ne comptent que quelques milliers à quelques dizaines de milliers d'individus, se doivent d'être soudées en des groupes cohérents et motivés. Il leur faut en effet empêcher à tout prix la dispersion des forces vives grâce auxquelles le système de production agricole traditionnel peut être maintenu et l'être avec toute l'efficacité possible, même si c'est à l'arraché. C'est cette revendication identitaire qui leur permet de faire front, au moins moralement, face à une insécurité alimentaire permanente. Mais il leur faut également malgré tout trouver à tout prix un minimum d'espèces monétaires pour pouvoir au moins acheter le mil ou le sorgho manquant quand la saison agricole n'est pas bonne et ce sont ces mêmes forces vives qui en sont chargées. Ce double impératif constitue un défi, que l'esclavage et les razzias d'antan permettaient de relever spontanément, et que seule une relation à l'espace soigneusement mesurée permet d'affronter aujourd'hui. Après s'être situé dans et par son groupe social, chacun doit maintenant reconnaître l'unité spatiale à laquelle il appartient et se situer également par rapport à elle. Trouver un peu d'argent exige effectivement, pour qui ne veut pas se défaire de son cheptel ou de son maigre bien, un minimum de mobilité. C'est là tout le danger, dans la mesure où la déstabilisation des hommes expose le groupe à une déstructuration irréversible.

Et c'est là ce que les différentes communautés ethniques rassemblées sur cette *marche* du passé ont compris et ce qu'elles donnent à comprendre en adoptant une mobilité douce essentiellement limitée à leur territoire, se refusant à aller chercher fortune sur les grandes aires ethnolinguistiques dont elles sont issues ou au-delà, comme l'ont tous fait autrefois les hommes adultes. Les réseaux de solidarité, les différences culturelles, l'immigration saisonnière, la perméabilité de la frontière nigérienne, la monstruosité des sites d'orpillage, l'importance croissante de certains marchés, il y a là suffisamment de filières susceptibles de fournir le petit plus nécessaire à la survie, un petit plus toujours aléatoire, mais d'une portée symbolique comparable à celle que représente la thésaurisation par l'élevage. Succomber en masse à la tentation de la grande migration (vers la Côte d'Ivoire ou le Niger par exemple) anéantirait incontestablement l'équilibre intra et inter-ethnique sur lequel repose l'avenir de ces populations.

D'autant plus que même si certains, parmi ceux qui ont trouvé la voie de la marginalité, arrivent à tirer leur épingle du jeu et à ne pas se couper de leurs arrières, ce ne peuvent être que des exceptions, le gâteau n'étant pas assez gros pour tous.

Ces peuples qui ont lié artificiellement leur destin sur un territoire qui leur fut révélé dans la plupart des cas par les guerres esclavagistes, qui l'ont structuré, chacun selon leurs normes, pour pouvoir y survivre, se voient aujourd'hui contraints d'aller plus loin s'ils veulent en sauvegarder le principe. La mosaïque de cultures qu'ils ont petit à petit mise en place dans l'espace ne peut résister aux agressions internes et externes sans une dynamique qui émane de chacun d'entre eux et qui consacre définitivement l'unité de ce territoire, resté trop longtemps ce que l'on pourrait appeler un espace-batarde. La région qu'il est en train de devenir était inscrite non seulement dans l'espace, mais aussi dans le temps, était destinée en quelque sorte à devenir tôt ou tard une nécessité. Ceux qui la construisent le font parce qu'ils ont pris conscience, à la lumière des crises écologique et économique de notre époque, qu'ils ne peuvent s'en sortir qu'en assumant leur destin collectif à son échelle. Leur marge de manœuvre est étroite, mais une région comme celle-ci, conçue pour la survie par des peuples d'origines différentes, est par définition une région ouverte au développement intégré (alors que le sectoriel y est en principe voué à l'échec). C'est en ce sens que l'on en vient à se dire que, de façon générale, les régions nées du pluriethnisme peuvent représenter une voie de salut pour l'Afrique, dans la mesure où elles sont plus qu'un accident de l'histoire évidemment.

Bibliographie

CHANTOUX, A., R.P., 1964, "Aux origines du Liptako", Fada N'Gourma, *Ti dogu*, 21 : 9-10.

DIALLO, H., 1979, "Les Foulbé de Haute-Volta et les influences extérieures de la fin du XVIII^{ème} à la fin du XIX^{ème} siècle", Paris, Université Paris I, Département d'Histoire, thèse de troisième cycle, multigr.

GALLAIS, Jean, 1962, "Signification du groupe ethnique au Mali", Paris, *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, t. II (2) : 106-129.

GALLAIS, Jean, 1984, *Hommes du Sahel*, Paris, Flammarion, Collection Géographes.

IZARD, M., 1985, *Le Yatenga précolonial. Un ancien royaume du Burkina*, Paris, Karthala.

KIETHEGA, J.B., 1993, "La mise en place des peuples du Burkina Faso", in Association "Découvertes du Burkina", *Découvertes du Burkina*, Paris-Ouagadougou, Sépia-ADDB, t.1 : 9-29.

LOVEJOY, P., 1983, *Transformation in slavery : a History of slavery in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.

MADIEGA, G., 1982, *Contribution à l'histoire précoloniale du Gulma (Haute-Volta)*, Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, Studien zur Kulturkunde 62.

L'ancien émirat du Liptako (province du Séno)

